

Palestine, une question syndicale ?

<https://www.france-palestine.org/Les-syndicats-palestiniens-appellent-a-une-action-immediate-et-urgente-des-syndicats-internationaux>



**Marie-Pierre
Carlotti
Michel Galin
Françoise
Maurin
Eric Sueur
Guy Trésallet**

Il y a des sujets qui suscitent l'inquiétude, la crainte de la manipulation, de l'exagération... des sujets brûlants aux imbrications complexes sur lesquels certains finiraient presque par faire le choix de ne pas avoir d'opinion, de peur de passer pour ce qu'ils ne sont pas. De peur, aussi de faire le jeu d'acteurs politiques peu recommandables.

La question palestinienne en est l'exemple emblématique.

A la croisée des tensions de ces dernières années, elle ressurgit inlassablement au gré de sa non-résolution.

Certains l'invitent dans le débat national, pas toujours de façon innocente. D'autres l'instrumentalisent en tentant de la faire rimer avec antisémitisme et islamophilie. Étiquettes faciles pour discréditer celles et ceux qui oseraient proférer une critique à l'encontre d'un état construit dans l'ambiguïté d'une démocratie réelle, mais assise sur des fondements religieux et coloniaux inenvisageables d'une autre part... Inenvisageables mais aussi incompatibles avec une "citoyenneté laïque" comme celle que nous défendons.

Et peu à peu, devant les risques d'invectives, les menaces, les manipulations, l'absence de nuances qui devient une habitude dans une société de la polémique, on en oublie de s'attacher aux principaux acteurs de cette tragédie : les Palestiniens...

Les Palestiniens avec leur quotidien hallucinant. Leurs désespoirs, leurs espoirs.

Leurs conditions de travail. Leurs vies cloisonnées de murs réels.

Cloisonnés entre des pays qui les ignorent en les piétinant, en les bombardant.

Prisonniers entre une Autorité Palestinienne discréditée qui semble n'exister que pour une minorité de privilégiés et des islamistes populistes du Hamas, qui n'ont qu'à se baisser pour ramasser le mécontentement d'une population exsangue.

Confrontés de longue date à cette difficulté de parler de ce sujet, même entre syndicalistes, lassés de cette impression d'être dans l'entre-deux des manipulations, mais soucieux d'y voir clair, nous avons, pour "dépassionner" le débat, décidé d'aller sur place.

Pour voir de nous-mêmes, militants de la FSU, mais aussi de la CGT, de FO, de Solidaires une part de réalité.

Pour rencontrer des travailleurs, des syndicalistes, des militants, palestiniens, mais aussi israéliens.

Nous sommes revenus de ce voyage d'octobre 2019 avec une foule de portraits, enrichis de rencontres qui mériteraient plus de pages que nous n'en avons pour cet article...

Nous sommes aussi revenus avec quelques certitudes... notamment sur la nécessité de dire les choses, de les nommer. Avec calme, rigueur et arguments. Les événements des derniers mois, les bombardements, les morts des deux camps, les dénonciations à géométrie variable, nous amènent à de nouveau prendre la plume, pour rappeler ce qui pour nous sont devenus des évidences.

Rappeler d'abord, qu'aujourd'hui, aucun pays, hormis Israël, ne poursuit ou ne revendique une politique de colonisation.

Cela n'est pas une opinion, un avis, c'est un fait. Un fait qui place d'emblée ce pays dans une position singulière : un pays expansion-

niste faisant fi des décisions internationales. Un pays certes démocratique, mais qui foule au pied le droit d'une population vivant sur des territoires ne lui appartenant pas. Un pays démocratique à qui l'ONU a déjà demandé un "*arrêt immédiat et complet des activités israéliennes de colonisation dans les territoires palestiniens occupés*"... sans effet. Un pays qui bafoue donc le droit international.

Construire un mur pour isoler une population, mettre en service des lignes de tramway reliant Jérusalem à des colonies illégales en traversant les territoires palestiniens, sans aucune gare dans les villes palestiniennes, sont des faits incontestables.

Des colonies elles-mêmes entourées de murs d'enceintes et barbelés, pour préserver la sécurité de suprémacistes israéliens aux discours et aux pratiques xénophobes, tandis que les travailleurs palestiniens qui se rendent au travail en territoire israélien, doivent faire la queue tous les jours, parfois plusieurs heures, pour passer les check-points.

Des colonies qui se construisent avec une minutie et une planification visant à rendre impossible l'existence d'une Palestine indépendante.

Comment appeler ce système où des populations sont isolées les unes des autres, au nom de leurs appartenances ethniques ou religieuses supposées ?

Lorsque de surcroît, une partie de cette population détient tous les pouvoirs militaires et cherche à s'accaparer toutes les richesses ? Il n'y a pas à chercher trop longtemps, pour comprendre qu'il s'agit bel et bien de l'émergence d'un nouvel apartheid !

Pourquoi s'effrayer de ce mot "bantoustan", qui certes rappelle les années sombres de l'Afrique du Sud, alors que l'éditorialiste de Yediot Aharonot l'emploie dès 2012 ("*entre le choix de la solution à 2 états et un bantoustan, ils choisissent le bantoustan*").

La colonisation, l'apartheid ont forcément leur corollaire, le nettoyage ethnique. Là aussi l'expression est forte, mais comment nommer autrement la politique qui consiste à expulser des Palestiniens pour les remplacer par des Israéliens ? C'est d'ailleurs cette politique d'expulsion menée à Jérusalem qui a poussé la jeunesse de cette ville à se révolter en mai... avec les conséquences que l'on connaît !

Tous ces constats, nous les prononcions déjà à notre retour de Cisjordanie il y a 2 ans, avec en plus ce drôle de sentiment, qu'il semblait parfois plus facile de parler de ces sujets en Israël qu'en France. Ce n'est pas le moindre des paradoxes d'ailleurs de constater que certains articles de Haaretz, les prises de position de nombre d'organisations humanitaires israéliennes, et récem-



Mur et mirador en plein Bethléem
@ Michel Galin

ment de deux anciens ambassadeurs israéliens en Afrique du Sud sont plus clairvoyants que la classe politique française. Classe politique qui, dans ses atermoiements, au mépris d'un idéal de justice, lorgne vers les tenants de la manière forte en oubliant qu'à "*ne pas nommer les choses on ajoute au malheur du monde*".

Comment, avec cette phrase de Camus en tête, peut-on ne pas être en colère, lorsque le gouvernement français condamne, les roquettes du Hamas, mais ne dit pas un mot sur la colonisation à l'origine des manifestations de Palestiniens à Jérusalem, ni sur la disproportion de la riposte sur Gaza qui a fait dire à Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU que : "*s'il y a un enfer sur terre, c'est la vie des enfants à Gaza*". Colère décuplée par l'interdiction des manifestations de solidarité à Paris et dans quelques autres villes, de France.

Nous en sommes convaincus, désormais, il faut nommer les choses, les maux dont souffrent les Palestiniens grâce au silence de la communauté internationale !

En Mai, suite aux manifestations à Jérusalem et à leur répression par la police Israélienne, puis à la grève générale du 18 mai (en Cisjordanie et dans les villes arabes d'Israël) différentes organisations syndicales palestiniennes se sont adressées au mouvement syndical international.

Elles nous demandent d'exprimer notre soutien aux luttes des travailleurs palestiniens, de les aider matériellement et de participer à la campagne BDS pour qu'Israël respecte le droit international.

Ce mouvement est à l'initiative de Palestiniens issus de la société civile et militants de la paix.

Si les pressions des gouvernements israéliens et de leurs soutiens sont aussi fortes à son encontre, c'est qu'il prend de l'ampleur au plan international, en particulier dans la communauté juive aux Etats Unis.

La justice européenne, en condamnant la France pour avoir sanctionné des militants, rappelle que "*en droit international, le boycottage est considéré comme une forme légitime d'expression politique*". D'ailleurs de plus en plus de camarades de la FSU s'inscrivent dans la campagne BDS.

Notre syndicalisme a pour tradition d'être anticolonialiste, d'apporter un soutien politique et matériel à des syndicats qui luttent dans des conditions difficiles.

Nous n'avons aucune preuve à donner de la constance de notre lutte contre tous les racismes, dont l'antisémitisme.

Nous pensons que la FSU doit répondre à cet appel